

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Accident

Le jeudi 3 janvier, un ouvrier qui nettoyait les gouttières de la préfecture des Yvelines à Versailles est tombé du toit et s'est tué.

Les accidents du travail font 500 morts par an mais ce n'est pas un « simple » accident du travail. Cet homme avait dépassé l'âge de la retraite : il avait 68 ans.

Ce travailleur était un auto-entrepreneur. *Le Figaro* se félicitait récemment du succès de cette formule en oubliant de rappeler que les auto-entrepreneurs gagnent en moyenne 400 euros par mois.

Cet auto-entrepreneur qui travaillait pour une société qui avait un contrat de sous-traitance avec la préfecture. Est-ce normal ? Non. Mais le préfet a déclaré qu'il n'y avait plus d'ouvriers d'Etat pour entretenir les bâtiments et qu'il était obligé de faire appel à une entreprise privée. S'est-on soucié, à la préfecture, du statut et de l'âge de ceux qui montent sur les toits ? Non, manifestement.

Il ne s'agit pas d'un « tragique accident », au sens d'une fatalité, mais de la conséquence implacable de la violence du système ultralibéral que la macronie veut pousser toujours plus loin par ses « réformes ». Il faut bloquer ce système, et le détruire.

Néo-libéralisme

La violence d'une théorie

Union européenne

Les silences
de l'Allemagne

p. 4

Idées

Houellebecq
l'inévitable

p. 9

A propos des violences

Les Gilets jaunes provoquent dans les médias des déchaînements hystériques de même niveau que ceux observés après le premier tour de la présidentielle en 2002 et pendant la campagne référendaire de 2005. Il paraît qu'une telle violence dans les rues, c'est du « jamais vu » !

L'insurrection est en cours ! La République est en danger ! Sur le bandeau d'une chaîne en continu, il est simplement écrit : La guerre civile. Et chaque jour, journalistes et « experts » nous disent qu'on n'a jamais vu ça sur fond d'images sans cesse diffusées : la voiture renversée, le boxeur sur la passerelle, la porte fracassée du ministère de Benjamin Griveaux...

Les anciens se souviennent du niveau de violence en mai 1968, beaucoup plus élevé et provoqué par des groupes entraînés au combat de rue, sans parler des manifestations pendant la guerre d'Algérie : lors de la manifestation (interdite) contre l'OAS du 8 février 1962 on relève au métro Charonne huit morts et un homme qui mourra à la suite de ses blessures, l'émeute faisant 250 blessés.

Si l'on s'en tient aux mouvements sociaux, les gens de médias ont oublié les grèves de 1947 lancées par les trotskystes puis relancées par la CGT après le départ des communistes du gouvernement. Elles sont marquées de très violents affrontements, par exemple à Marseille et, à Saint-Etienne, les ouvriers s'emparent de trois automitrailleuses car l'armée a été envoyée sur tous les points chauds pour appuyer les CRS. Le sabotage des voies sur la ligne Paris-Tourcoing entraîne le déraillement d'un train supposé transporter des

CRS : on déplore 20 morts et 50 blessés chez les voyageurs. Le ministre socialiste Jules Moch fut l'organisateur et le symbole honni de la répression anti-ouvrière.

La médiaticaille parisienne a également oublié la violence des manifestations paysannes qui se sont déroulées entre 1961 et 1995. On se souvient en Bretagne de l'attaque et du saccage de la sous-préfecture de Morlaix le 8 juin 1961, de l'arrestation d'Alexis Gourvennec et de Marcel Léon, initiateurs des manifestations qui firent de nombreux dégâts dans la région. On se souvient dans l'Aude de la manifestation du 4 mars 1976 à Montredon-des-Corbières au cours de laquelle des vigneronniers tirent au fusil de chasse sur les CRS qui répliquent avec leurs armes. La fusillade fait deux morts : un commandant de CRS et un vigneron. Jusqu'en 1995, longue est la liste des préfectures attaquées, des véhicules de police incendiés, des personnes molestées...

Il ne s'agit pas de justifier les violences actuelles par celles commises dans le passé. Pour un pouvoir politique digne de ce nom, la violence sociale ne relève pas d'un jugement moral mais d'un traitement politique qui ne se réduit pas au strict maintien de l'ordre... provoquant par une dialectique connue des désordres aggravés. Lorsque la violence éclate,

il faut que le gouvernement qui la réprime selon la loi offre aux manifestants violents une issue littéralement apaisante par une négociation publique ou discrète.

En 1947, le gouvernement propose secrètement au Parti communiste d'appeler à la reprise du travail en échange de l'impunité des quatre saboteurs, membres de la CGT, puis l'Assemblée nationale vote le 4 décembre une loi de « défense de la République et de la liberté du travail », vivement débattue, et la CGT décide la fin de la grève cinq jours plus tard. En 1961, Alexis Gourvennec et Marcel Léon sont relâchés après 15 jours de détention et sans qu'ils soient par la suite poursuivis. En 1976, un seul vigneron est emprisonné pendant 70 jours puis amnistié. Après ces violences, il y a toujours eu amélioration de la situation du groupe social qui s'était violemment mobilisé.

Depuis décembre 2018, le gouvernement ordonne que l'on frappe, que l'on arrête et que l'on emprisonne les révoltés violents mais sans offrir d'autres perspectives qu'une poignée d'euros et un débat truqué – sans même que l'on puisse espérer un traitement équitable des personnes interpellées.

Christophe Dettinger, le boxeur de la passerelle, a été placé en détention provisoire le 9 janvier en raison d'un « risque de réitération ». Le même jour, un cambrioleur multirécidiviste arrêté à Vénissieux a été laissé en liberté dans l'attente de son procès – sans que l'on s'interroge sur le « risque de réitération ». Il y a là de quoi s'énerver.

Yves LANDEVENNEC

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Accident - P 2 : Luttes sociales : A propos des violences - P 3 : « Grand débat » : Discrédit mutuel - Écho des blogs : Etat de droit et violence d'état - P 4 : La crise de l'Union européenne : Les silences de l'Allemagne - P 5 : Syrie : La guerre est finie - P 6 - 7 : Idéologie du marché : La violence d'une théorie - P 8 : Histoire : L'Allemagne prussifiée - P 9 : Idées : Houellebecq l'inévitable - P 10 : Roman : La petite gauloise - Dialogue de sourds : Querelles d'africanistes - P 11 : - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « L'exigence démocratique »

Discrédit mutuel

Faute d'avoir réglé leur compte aux Gilets jaunes en quelques coups de cuillère à pot – heures sup, CSG, prime et Smic – le président (mitron) a vu que l'appétit de RIC affiché aux ronds-points traduisait une fringale de démocratie directe. D'où l'idée de mettre un Grand débat national au menu.

En attendant, sa brigade laissait s'échapper de la cuisine gouvernementale des fumets dont on humait la dominante : tous les sujets seraient traités, certes, sauf les interdits et pourvu qu'on ne revienne sur aucune des recettes en cours d'exécution. L'organisation de ces agapes citoyennes serait confiée à la Commission nationale du débat public, autorité administrative indépendante depuis 2002, présidée par l'ancienne ministre des sports Chantal Jouanno.

La CNDP était-elle compétente ? Ami des grands mots et des petites actions, François Bayrou, pourtant proche de ladite présidente, la proclama « de légitimité nulle ». De fait, on peut penser que, dédiée aux « grands projets d'aménagement et d'équipement d'intérêt national », cette commission eût été plus à l'aise à Notre-Dame des Landes ou autour de Strasbourg qu'à sonder le pays sur la politique sociale, économique, voire les institutions. Mais tout s'apprend, et personne n'eût jeté sur elle la suspicion si l'on n'avait appris combien gagnait sa présidente.

Commence alors un gag au bord du grotesque : chargée de recueillir les doléances de gens dont les fins de mois grincent de plus en plus tôt, Chantal Jouanno a finement perçu que ses 14 666 € mensuels brutalement divulgués risquaient de nuire aux « conditions de sérénité nécessaires pour ce débat » et s'est, modestement, sous des pressions diverses, retirée du pilotage. Sans pour autant résilier sa fonction. Tout ça pour simuler un débat ouvert et fraternellement mené dans le pays depuis deux mois !

Voilà comment s'étend en tache d'huile le discrédit de ceux qui servent l'Etat. Leur mauvaise conscience va jusqu'à les faire douter de leur mission, la désertter, et n'en conserver que... les privilèges. Pour les besoins de la communication, on les verra bientôt embaucher des smicards, en doublure, qui feront leur job sereinement à la face du peuple, tandis qu'ils seront en week-end... A quand la nuit du 4 août ?

Pendant, l'intimidation sur eux et nous se ressent... Régis de Castelnaud épingle Leetchi, site de financement participatif qui, s'érigant en juge, a osé « disposer des dons à sa guise à l'encontre de la volonté des donateurs... », « délit d'abus de confiance prévu et réprimé par l'article 314-1 du code pénal ». Cette crapulerie envers la famille d'un certain boxeur a été commise sous l'égide d'une banque dont le nom peut servir de titre à cet article et de symbole à la situation.

Luc de GOUSTINE

Etat de droit et violence d'état

Régis de Castelnaud est avocat. A ce titre, il a accordé un entretien au média *Atlantico* à propos de la répression judiciaire dont font l'objet les participants au mouvement des gilets jaunes. Cet entretien est repris sur son blog *vududroit* (1).

Dès le début, il souligne le caractère flagrant du « deux poids, deux mesures » entre la répression, extrêmement sévère à l'encontre des gilets jaunes, qui contraste avec celle, quasi inexistante, appliquée contre « ...la criminalité ordinaire ou quotidienne, celle qui pourrait la vie des gens dans les cités, dans les transports, et dans la rue... ». L'homme de loi constate « que si l'on compare les moyens de la violence d'Etat utilisés contre les gilets jaunes et la passivité des forces de l'ordre à l'occasion du grand rituel de la Saint-Sylvestre avec le millier de voitures incendiées, cela ne peut que provoquer l'indignation ».



Toutefois, il précise que si ce sont bien des choix politiques dans les deux cas, ils sont chacun le fruit de processus différents. Concernant « la criminalité ordinaire, le choix est fait depuis longtemps de ne pas donner à la justice les moyens dont elle a besoin pour la traiter », que « (...) cette clochardisation aboutit à la non-exécution des peines quand ce n'est pas carrément à la démission des autorités de poursuite. (...), [qu'elle] « est le fruit (...) d'une décision politique. La feuille de route d'Emmanuel Macron (...) est bien l'appauvrissement de tous les services publics, y compris celui de la justice au nom de l'impératif austéritaire. (...) Économies à tout prix au détriment de la mission et des principes qui la guident » alors que « ...le problème des gilets jaunes est complètement différent. Il s'agit là aussi d'une décision politique, celle d'un pouvoir en panique, qui a basculé dans une certaine radicalité et qui ne voit que dans la répression massive d'un mouvement social le moyen de s'en sortir. (...) » alors que « dans le même temps d'une façon passablement stupéfiante les amis du pouvoir bénéficient d'une complaisance judiciaire étonnante... Alexandre Benalla, François Bayrou, Richard Ferrand, Muriel Pénicaud pour ne s'en tenir qu'à ceux-là, malgré des infractions évidentes et avérées sont tout à fait tranquilles alors même qu'on embastille des gilets jaunes par centaines (...)».

Lorsque la violence d'Etat, légitime quand elle est soumise aux règles de l'Etat de droit, est instrumentalisée au profit d'une caste oligarchique, il devient urgent de reprendre le pouvoir qui a ainsi été confisqué et dévoyé.

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://www.vududroit.com/2019/01/systeme-macron-violence-etat-de-droit-a-geometrie-variable>

Les silences de l'Allemagne

La montée du populisme et la confusion qui règne à Bruxelles agitent frénétiquement les milieux européistes. Il n'y a donc plus de pilote dans l'avion européen ?

Mais où sont Merkel et Schaüble ? Que fait Berlin ? Pourquoi l'Allemagne est-elle aux abonnés absents ? « Donnez-nous un roi qui se remue », s'exclament en chœur ces grenouilles de la Fable.

Que nos batraciens se rassurent ! L'Allemagne est là et bien là. Certes, la *Grosse Koalition* a dû gérer un passage à vide, l'été dernier, avec une succession de revers qui ont effrité son assise électorale. Mais elle tient et elle tiendra car aucun des grands partis n'a intérêt à retourner aux urnes. En réalité, si le gouvernement allemand est moins loquace, c'est qu'il a tiré les leçons des crises européennes qui l'ont beaucoup trop exposé aux critiques de ses partenaires et à la vindicte des peuples. Il faut agir efficacement mais discrètement, tel est le mot d'ordre qui a cours à Berlin.

Au plan économique et social, la situation de l'Allemagne est plutôt enviable : des exportations au beau fixe, un chômage au plus bas. Mais de gros nuages pointent à l'horizon, à commencer par les menaces que font peser les USA sur les échanges internationaux. Le patronat et les syndicats d'Outre Rhin soulignent depuis longtemps que l'industrie manque de bras, que l'approvisionnement énergétique est défaillant, que le niveau de protection sociale est insuffisant. D'où les vigoureuses réformes engagées à la fin de l'année 2018 : vote d'une loi « historique » libéralisant l'immigration dans les secteurs en surchauffe ; hausse significative des prestations sociales, création de 13 000 postes dans la santé, réalisation d'un nouveau gazoduc germano-russe, malgré les hurlements de Trump et des pétroliers américains.

Dans le domaine diplomatique



et militaire, Mme Merkel a été sans ambiguïté lors de ses vœux de fin d'année : « Nous entendons être beaucoup plus présents sur la scène internationale et nous accroîtrons nos moyens de défense. » Le réarmement allemand n'est pas une donnée nouvelle. Depuis 2017, le budget de la défense progresse à un rythme supérieur à celui de la France. A l'horizon 2025, l'Allemagne devrait disposer d'un niveau de forces conventionnelles comparable à celui de notre pays. La perspective d'une défense européenne commune rentre évidemment dans ses plans car elle a les moyens de la contrôler. La proposition d'Emmanuel Macron de partager l'arme nucléaire française a été, comme on pouvait l'imaginer, bien reçu outre Rhin !

L'offensive diplomatique allemande répond, elle aussi, à des objectifs précis. L'attribution d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU figure explicitement dans l'accord signé par les partis de la *Grosse Koalition*. On sait que des discussions se poursuivent en sous-main entre les deux gouvernements français et allemand sur ce sujet délicat et les récentes déclarations du vice chancelier Olaf Scholz n'avait qu'un objectif : forcer Paris à sortir du bois. Mme Merkel est reçue partout, à Moscou, à Pékin, à Dehli, comme la représentante de la puissance qui compte en Europe. Elle cherche également à réparer les maladroites du passé : son récent voyage en

Grèce, son attitude indulgente avec l'Italie et ses contacts resserrés avec l'Europe de l'est vont dans ce sens.

Dernier enjeu de taille : le contrôle de la gouvernance européenne. Là encore, l'année 2019 sera cruciale avec le renouvellement des instances de l'Union. Il n'est pas question pour Berlin de perdre ses relais précieux au sein de la Commission, de la BCE et son influence au sein du Parlement. Mme Merkel a parfaitement manœuvré pour faire désigner le candidat de son choix au sein du futur groupe du PPE et elle a ôté à Emmanuel Macron toutes ses illusions sur la désignation du futur chef de l'exécutif européen. Elle agit également en sous-main avec ses amis conservateurs pour rallier certains groupes populistes à une nouvelle majorité de centre-droit au sein du Parlement, dans le cas, fort probable, d'une défaite en rase campagne de la social-démocratie. D'où l'attitude prudente de l'Allemagne dans le bras de fer qui oppose Bruxelles aux gouvernements polonais, hongrois et italien !

La stratégie de M^e Merkel repose sur la discrétion mais aussi sur la rapidité d'exécution. La crainte d'un déclassement inquiète l'Allemagne et elle sait que c'est maintenant qu'elle doit abattre ses meilleures cartes. Elle peut compter sur des événements favorables : le départ du Royaume Uni, le retrait américain de l'Europe lui redonnent de l'espace, les difficultés des autres pays de l'Union lui donne un peu de temps. Sa grande inconnue concerne l'attitude de la France. L'Allemagne n'a jamais sérieusement parié sur Macron et elle va profiter de son affaiblissement. Mais qu'en sera-t-il si d'autres équipes, plus nationales, plus souverainistes, arrivent demain au pouvoir en France ? Comment se passer de la France si une crise majeure se déclenche en Europe, du fait de l'effondrement de l'euro ? C'est à Paris que se trouvent aujourd'hui les clés de l'avenir du projet allemand.

François RENIE.

La guerre est finie

Le retrait américain de Syrie ne résulte pas seulement du constat que l'Etat Islamique a (pratiquement) disparu de la carte en Syrie mais que la guerre civile syrienne touche également à son terme.

Le 19 décembre Trump annonçait le retrait des deux mille militaires américains des forces spéciales déployés à l'est de la Syrie. Le 27 décembre les Emirats Arabes Unis réouvraient leur ambassade à Damas. Entre-temps les Kurdes de la Région autonome de la Rojava demandaient aux forces armées syriennes de s'interposer entre eux et les Turcs sur la frontière à l'est de l'Euphrate.

Les impératifs de la reconstruction du pays, avec d'énormes marchés à la clé, préemptent les négociations sur son avenir politique. Quel avenir politique d'ailleurs ? Le régime de Damas ne concédera pas aux Kurdes de Syrie l'autonomie dont jouissent leurs cousins du Kurdistan irakien. Plus le bras armé kurde, le PYG, a accru son territoire, plus il a inclus de populations arabes. On discutera sans doute longtemps d'une formule de décentralisation. La présence américaine ne faisait rien à l'affaire. La Maison Blanche n'a rien trahi puisqu'elle n'avait rien promis, étant hors d'état de promettre quoi que ce soit.

La place des arabes sunnites majoritaires ? Damas a commencé par bloquer le retour des réfugiés notamment en provenance du Liban. Les quelques six millions de Syriens exilés (outre un nombre égal de déplacés à l'intérieur) ne seront admis qu'au compte-goutte au gré de la reconstruction au prix de juteux transferts de propriété. La Ligue arabe a raison de se hâter de réadmettre Damas dans ses rangs, ce qui pourrait intervenir dès un sommet en mars. Il est fort habile pour les EAU de reprendre pied les premiers à Damas étant les plus sen-

sibles aux relations avec Téhéran.

La présence iranienne ? Les lignes rouges avec Israël sont connues de tous. Personne ne se risquera à les transgresser.

Des Turcs, des Iraniens, des Israéliens, des Saoudiens, qui sera comptable de leurs intérêts respectifs, qui arbitrera en dernier recours ? Moscou qui a su préserver des relations plus que correctes avec tous. Mais de soutien utile, la Russie se trouve ainsi propulsée en première ligne, en faiseuse de roi.



Est-ce une défaite pour les Etats-Unis ? Nous n'en sommes plus au temps de la guerre froide ou à un jeu à somme nulle.

C'est peu dire que Washington n'a jamais voulu s'impliquer directement en Syrie. Trump ne fait que continuer Obama. 2000 hommes des forces spéciales en Syrie ce n'était pas un engagement syrien mais comme l'a rappelé Trump une intervention limitée à la menace terroriste de l'EI comme initialement celle en Afghanistan était restreinte à trouver et détruire le cerveau et le cœur d'Al Qaïda. Que l'Amérique ait dû s'engager dans l'action directe plus avant sur le terrain était un aveu de faiblesse. Qu'elle se recentre désormais sur l'essentiel n'apparaît pas insensé. Au contraire c'est rétablir un minimum de cohérence au sein d'une stratégie globale.

S'agit-il de l'Iran ? Washington n'était pas en Syrie pour faire rempart à l'influence iranienne. Entre Syrie et Iran, il y a l'Irak, Etat-tampon, hybride, Etat du champ

de bataille. C'est là que les choses sérieuses se passent contrairement à ce que pourrait laisser croire le prisme médiatique. La présence pour la première fois de Trump auprès des troupes pour la Noël s'est passée en Irak. Le signal était clair.

Et l'Afghanistan ? Trump fait l'analyse non pas tant que l'armée afghane saura faire face seule aux Talibans mais que les parties intéressées ne laisseront pas un régime taliban fou prendre le pouvoir à Kaboul comme par le passé. Qu'il s'agisse de l'Iran ou de l'Afghanistan, Trump veut, comme en Europe, mettre les premiers intéressés face à leurs responsabilités : ici l'Inde, le Pakistan, la Chine, comme là la Turquie, la Russie, Israël. L'Amérique perd beaucoup de temps et de moyens à des dossiers qui ne sont pas pour elle prioritaires. Tandis que la Chine, son seul rival mondial, progresse.

Quelles conséquences pour la France ? Les quelques deux cents éléments des forces spéciales se retireront évidemment dans la foulée des Américains dont ils dépendent. La coalition (aérienne) où au total onze cents français sont engagés basés soit en Jordanie soit à Abou Dhabi, devrait être démantelée. L'occasion doit être saisie pour une révision de la fameuse « politique arabe de la France ». La France ne peut être partout, avec des moyens disséminés, où elle peine à figurer. Le Liban, le Qatar, les Emirats, sont d'une taille telle qu'elle peut vraiment y faire une différence, avoir un impact, peser. Pour le reste, c'est en agissant non directement sur le terrain mais diplomatiquement sur les acteurs régionaux que sont la Russie, la Turquie et l'Iran qu'elle peut tenir son rang, notamment en vertu de son siège permanent au Conseil de Sécurité. Quant à reprendre sa place à Damas, cela devrait n'être qu'une question de temps.

Yves LA MARCK

La violence d'une théorie

L'arrogance politique de la classe dirigeante s'appuie sur l'arrogance théorique d'une caste d'économistes qui disent connaître les vraies lois de « l'économie de marché ». Ces prétendus savants et leurs maîtres ont en fait fabriqué une idéologie bardée de mathématiques qui n'a prouvé son efficacité que sur un seul point : sa capacité de destruction des sociétés humaines dont les Français, parmi tant d'autres peuples, font la cruelle expérience. C'est ce que montre David Cayla dans un livre indispensable (1).

Nous avons besoin de théories. Mieux : nous ne pouvons pas vivre sans théories, c'est-à-dire sans systèmes cohérents d'explications de ce qui nous arrive et de ce qui arrive dans le monde. Ces systèmes sont multiples parce que le « réel » nous échappe toujours d'une manière ou d'une autre. Le « pragmatisme » toujours invoqué est un leurre, de même que la « soumission aux faits ». Tout comme l'artilleur qui passe par un calcul abstrait pour atteindre sa cible, nous avons besoin de théories dès lors que nous nous fixons un objectif concret. Toute la question est de savoir si la théorie proposée permet de rendre compte de phénomènes concrètement observés ou vécus.

Les thèses « orthodoxes »

Les économistes de l'école dominante disent qu'ils ont la réponse, complète, voire totale, et rigoureusement scientifique. De fait, alors qu'on proclamait dans les années quatre-vingt-dix la mort des idéologies et la fin des grands récits, un nouveau dogme théorique et pratique s'est imposé. Les héritiers des fondateurs classiques et néo-classiques (libéraux et néo-libéraux) de leur discipline ont affirmé qu'ils pouvaient s'appuyer sur les lois de la science économique, pour formuler des prescriptions valables en tous temps et en tous lieux sur le marché mondialisé. Tenues pour évidentes, ces solutions réputées « orthodoxes » sont reprises et appliquées par les gouvernements et les institutions internationales

depuis bientôt quarante ans, sans que les économistes « hétérodoxes » puissent se faire entendre.

Jeune professeur d'économie, David Cayla dénonce et démonte cette doctrine officielle avec rigueur et courage. Un courage d'autant plus admirable qu'il ose critiquer le chef de l'école, Jean Tirole, qui

réside sur l'Olympe des prix « Nobel » d'économie d'où il fulmine ses décrets d'apparence scientifique, assortis de pratiques sectaires. Les honneurs, les formules mathématiques et le fameux « consensus des économistes » ont une force intimidante dont David Cayla débarrasse méthodiquement ses lecteurs. Les étudiants le liront crayon à la main pour bien saisir les incongruités des manuels officiels. Les militants y trouveront des repères solides dans l'histoire de la pensée économique – aujourd'hui abusivement simplifiée – et des arguments imparables qu'ils pourront opposer aux dogmatiques de boulevard, aux « experts » médiatiques et aux députés macroniens lorsqu'ils viennent sur le terrain pour défendre les « réformes ».

Commençons par le dogme. Mais quel dogme ? Certains chroniqueurs, pour faire les malins, citent Adam Smith et sa fameuse « main invisible » qui articule les intérêts individuels et l'intérêt géné-

ral. Ils oublient de dire que Smith s'intéresse peu au fonctionnement des marchés : pour lui, la richesse vient du travail et il faut travailler à « enrichir à la fois le peuple et le souverain » par la croissance de l'économie. Ce sont les autres économistes classiques – Malthus, Ricardo – qui sont partisans des bas salaires et de l'abolition de la protection sociale. C'est aux économistes néo-classiques (Alfred Marshall, Léon Walras) que l'on doit l'invention de la théorie du marché, à la fin du 19ème siècle. Tout le monde apprend à l'école et entend répéter dans les médias que le marché est le point de rencontre entre

l'offre et la demande qui parviennent à un parfait équilibre exprimé par un prix. Le système des prix d'équilibre permet une allocation optimale des ressources dans une économie parfaitement concurrentielle. Puisque le Marché produit la vraie valeur – la fameuse « vérité des prix » - tout doit être mis en concurrence :

les biens et les services produits, la monnaie, le travail, mais aussi les Etats soumis à la « compétitivité ». C'est cette belle construction marchande que David Cayla s'emploie à hacher menu.

Commençons par la fameuse « loi de l'offre et de la demande ». Elle ne résiste pas aux constats que chacun peut faire en allant faire son marché. Lorsqu'il note les prix de plusieurs produits agricoles sur plusieurs années, David Cayla voit que le prix du poireau chute de 22% en 2014 malgré une offre en baisse et une demande en hausse. Quant au prix de la cerise, il augmente très fortement en 2015 et 2016 malgré une demande en baisse. Placés devant la complexité des échanges



réels, les économistes néo-classiques sauvent leur « loi » par un procédé anti-scientifique : tantôt ils affirment que le prix est la cause de l'équilibre obtenu entre l'offre et la demande, tantôt ils soutiennent que le prix est la conséquence de l'adaptation de l'offre et de la demande. Une explication qui marche à tous les coups sur des ensembles de données contradictoires, c'est une argutie qui ne tient pas debout !

Il faut donc en venir à une interrogation générale : puisque les marchés des villes et des villages ne fonctionnent pas selon la « loi » invoquée par les économistes officiels, que vaut la théorie du Marché défini comme système d'allocation de ressources rares par l'effet de la concurrence ? David Cayla répond que cette théorie est aussi parfaite que le Marché qu'elle décrit mais que ce modèle et ses mécanismes automatiques de régulation n'ont pas de rapport avec le fonctionnement observable de l'économie.

La doctrine néo-classique affirme que le Marché est animé par des agents rationnels qui cherchent à satisfaire leurs besoins au vu des prix mais elle ignore tous les actes résultant de désirs – généralement déraisonnables ! Cette doctrine ne veut pas prendre en compte le rôle joué par les firmes dans la définition des prix et dans la construction de la demande de leurs produits par la publicité sur l'innovation, sur la qualité... et elle ne veut pas voir le poids des rapports de force entre les groupes sociaux dans l'établissement des prix. Le Marché ne fonctionne pas comme une théorie s'efforçant de rendre compte des mouvements de la société et des comportements individuels et collectifs mais comme idéologie destinée à faire entrer les faits sociaux dans un moule. Une moule idéologique violemment plaqué sur les sociétés mais qui

fiche le camp par tous les bouts.

La « concurrence libre et non faussée » n'est pas une garantie d'efficacité. Dans le domaine de l'électricité, c'est le monopole EDF qui a été innovant. En revanche, la libéralisation du fret ferroviaire n'a pas empêché le déclin de ce secteur. Et la SNCF, comme chacun sait, a complètement détruit son système de prix. Dans le domaine agricole, écrit David Cayla, on constate « un rapport de forces inégal entre d'une part les grands acheteurs, qui se livrent eux-mêmes à une rude concurrence les uns envers les autres, et d'autre part les agriculteurs qui n'ont aucune influence sur le prix des marchandises qu'ils offrent, lesquels tombent parfois en-dessous du coût de production ».

Retour des pénuries

Les bienfaits du libre-échange font partie des hypothèses non vérifiées. La France doit à cette « libéralisation » ses déroutes industrielles et la ruine progressive de son agriculture. David Cayla observe que les traités commerciaux – par exemple le CETA entre le Canada et Bruxelles – « mettent en concurrence non pas les producteurs mais les réglementations. En libéralisant le commerce, on favorise en fait les économies les plus permissives en termes sociaux et environnementaux et on empêche les Etats de revenir en arrière en réglementant davantage, puisque toute nouvelle restriction sera vécue comme un frein à la compétitivité et nuira à la rentabilité des producteurs concernés. »

L'allocation de ressources est tellement optimale, dans « l'économie de marché », qu'on voit reparaître des pénuries. Pénurie de médicaments en France à l'automne 2018. Pénurie de beurre longuement étudiée par David Cayla qui démontre que le problème est venu d'opérations de vente et

d'achat sur deux marchés distincts – le beurre et le lait – alors qu'ils sont étroitement liés puisqu'il faut du lait pour produire du beurre.

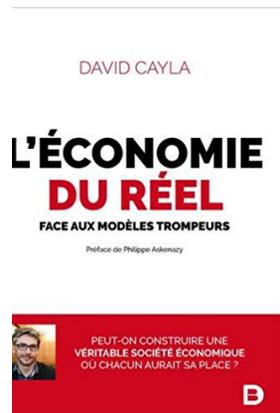
L'économie de marché, ça n'existe pas. Il y a des économies centralisées et des économies décentralisées – la nôtre a toujours été décentralisée même quand elle a bénéficié après-guerre de la planification et des nationalisations. Ceux qui assurent le fonctionnement de ces économies nationales ou impériales ne peuvent pas être réduits à l'état de producteurs et de consommateurs. Ce sont des êtres humains qui partout dans le monde et à quelques exceptions près, œuvrent dans le souci éminent de la dignité. Dans de belles et justes pages, David Cayla évoque ces employés de la météorologie zairoise qui faisaient leur travail avec un soin exemplaire sans être payés, de même que ces employés des services publics russes dans la période abominable du « passage au marché ». Aujourd'hui, nous voyons le personnel des services de santé travailler jusqu'à l'épuisement, non pour maximiser ses gains, mais pour soigner les malades.

Jusqu'à présent, le système fondé sur la doctrine néo-classique ou néo-libérale (2) a tenu parce que des masses considérables de travailleurs n'ont pas agi comme des « agents économiques » égoïstes mais comme des personnes ayant le goût du travail bien fait par souci des autres. Pour celles-ci et pour le pays tout entier, David Cayla esquisse une politique démocratique impliquant une économie remise au service de la collectivité politique. Une esquisse à préciser dans un prochain livre ?

Bertrand RENOUVIN

(1) David Cayla, *L'économie du réel, Face aux modèles trompeurs*, Deboeck supérieur, 2018. Préface de Philippe Askenazy.

(2) Nous disons que ce système est « ultralibéral » pour souligner son extrémisme.



L'Allemagne prussifiée

Pas encore traduite, l'histoire de l'Allemagne de James Hawes (1) permet d'enrichir l'analyse de notre voisin et de mieux comprendre son évolution depuis la réunification.

Plus que jamais en Allemagne c'est l'économie et le but du non-endettement qui déterminent tout. En France cependant on a l'habitude de chercher plutôt un équilibre entre les divers ministères – le social, l'éducation, la culture, l'agriculture, la défense, l'économie... en acceptant un endettement de l'Etat. C'est à cette différence fondamentale que se heurtent sans cesse les dirigeants des deux pays mais ce n'est pas la seule et il faudrait une bibliothèque pour comprendre de manière approfondie le caractère singulier de l'Allemagne il fallait une bibliothèque. Au moins un aspect en est mis en lumière par James Hawes qui vient de publier *L'Histoire la plus brève de l'Allemagne*, resté malheureusement à l'heure actuelle sans traduction française.

Dans ce livre disponible en anglais et en allemand, Hawes met l'accent sur un fait très peu observé en France et même « oublié » ou nié en Allemagne : le fossé qui sépare notre voisin en une partie occidentale – l'ancienne Austrasie, donc la partie orientale de l'empire de Charlemagne – et une partie orientale plus connue sous le nom de Prusse. Hawes suit le cours de l'histoire à travers es siècles depuis les Romains jusqu'à nos jours. Il trouve une Allemagne qui balance entre deux tendances contradictoires : l'une est plutôt démocratique, pacifique et diplomatique, européenne, occidentale, diversifiée, multilatérale, fédérale ; l'autre plutôt autoritaire, hégémonique, agressive, unilatérale, centraliste, « prussienne » en un mot.

Cette dernière tendance n'a vu le jour qu'avec la conquête des terres au-delà de l'Elbe à partir du haut

moyen-âge, la naissance et par la suite la dominance successive de la Prusse. Un moment décisif est – cela dit long – la guerre de 1866 entre les pays méridionaux, plutôt catholiques et les anciennes provinces (celto-) romaines (Autriche, Bavière, Wurtemberg, Bade) contre la Prusse septentrionale, protestante et purement germanique – si on laisse de côté que les colons prussiens ont chassé les slaves de leurs terres-là - y compris de Berlin - comme l'ont fait les colons américains avec les Indiens...). On pourrait dire que la Prusse est, dès sa naissance, pour partie hantée par une agressivité latente. Pour preuve il suffit de regarder les cartes historiques du 16e au 20e siècle. Et se souvenir que c'est seulement quatre ans après la victoire contre les Etats méridionaux que Bismarck réussit à tendre un piège à Napoléon III, déclenchant une suite d'événements qui seront apocalyptiques pour le monde entier.

Dès lors, l'Allemagne ne s'est libérée de cette « prussification » que pendant quelques rares moments de son histoire : entre 1919 et 1933 pendant la République de Weimar, puis entre 1948 et 1989 pendant la République de Bonn. Au fil de cette histoire décrite négativement par James Hawes, il ne faut pas oublier cependant que la Prusse a aussi donné au monde – même si c'est avec un retard important dans son histoire – des preuves de culture impressionnantes : scientifiques, écrivains, philosophes, peintres, compositeurs... attirés pour une bonne partie d'autres régions allemandes. Voilà pourquoi même la radio officielle de la région Brandebourg ne peut pas nier que la Prusse fut longtemps

une terre peu propice à la culture.

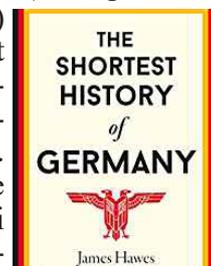
Les recherches et les réflexions de Hawes se laissent résumer dans le constat que l'Allemagne outre-Elbe, la Prusse, est le siège de beaucoup de maux, fautivement attribués à l'Allemagne entière. Même s'il tend à l'exagération, il trouve des indices qui soulignent cette thèse que l'on pourrait grossièrement simplifier en des dates connues : 1870, 1914, 1939, 1989. L'année 1989 ? Oui, parce qu'avec la réunification – en réalité une annexion pure et simple de l'ancienne RDA - et le transfert de la capitale de Bonn à Berlin (voté par 338 voix contre 320 !) les orientations et le ton de l'Allemagne ont successivement changé. L'Allemagne d'aujourd'hui choisit réguliè-

rement des phrases fortes jamais prononcées à Bonn. Ce ne sont plus les uniformes militaires qui se déploient mais les costumes des dirigeants politiques et surtout des hommes et des femmes d'affaires.

L'histoire de l'Allemagne est encore beaucoup plus complexe que ne le dit James Hawes – songeons à la lente désintégration du Saint-Empire, au fédéralisme profondément ancré - mais ce livre a le mérite de mettre en lumière l'influence globalement néfaste d'une région dont le nom a disparu des cartes – pour l'instant. Un livre qui explique partiellement aussi pourquoi notre voisin n'a toujours pas trouvé son équilibre interne et son calme. Force est de constater que depuis Mitterrand et Kohl le couple souffre d'une crise qui s'explique entre autres par la méconnaissance réciproque du voisin.

Matthias ROSER

(1) James Hawes, *The shortest history of Germany*, Old Street Publishing 2018, ISBN-13: 9781910400739 ou en allemand : *Die kürzeste Geschichte*



Houellebecq l'inévitable

De roman en roman, Michel Houellebecq continue à faire entendre la même musique désenchantée. En 1998, où il publiait *Les particules élémentaires*, c'était même pire que du désenchantement, avec une sorte d'adieu à une humanité impossible : « Cette espèce douloureuse et vile, à peine différente du singe, qui portait cependant en elle tant d'aspirations nobles. Cette espèce torturée, contradictoire, individualiste et querelleuse, d'un égoïsme illimité, parfois capable d'explosions de violence inouïes mais qui ne cessa jamais pourtant de croire à la liberté et à l'amour. » Vingt ans plus tard, *Sérotonine* ne fait pas entendre un accent différent, à ceci près que ses deux pages conclusives ouvrent à une sorte d'espérance inattendue, avec même une étonnante profession de foi en Dieu amour et providence : « Dieu s'occupe de nous en réalité, il pense à nous à chaque instant, et il nous donne des directives parfois très précises. Ces élans d'amour qui influent dans nos poitrines jusqu'à nous couper le souffle, ces illuminations, ces extases, inexplicables si l'on considère notre nature biologique, notre statut de simples primates, sont des signes extrêmement clairs. »

Cette conclusion est vraiment inattendue, alors que l'histoire qui la précède consiste en une inexorable descente aux enfers. Et de ce point de vue, le romancier ne nous fait aucun cadeau. Il nous inflige une série de scènes insupportables : l'une de pédophilie en direct, l'une de préparatif minutieux d'assassinat d'un enfant, l'autre encore d'imagination d'un suicide du haut d'une tour de 100 mètres... Tout cela dans la logique d'une vie ratée, que la pharmacopée contemporaine s'avère dans l'impossibilité d'adoucir. Houellebecq aurait-il été seulement concevable dans la période d'après-guerre, dominée par une sorte de prométhéisme qui se déclinait sous les divers aspects du progressisme, qu'ils soient d'inspiration marxiste ou bourgeoise ? C'est plus que douteux. Jean-Pierre Dupuy ne s'y est pas trompé en préconisant désormais un « catastrophisme éclairé ». Mais Houellebecq est un catastrophiste qui doute fortement qu'on puisse tirer de la situation présente une philosophie pour s'en sortir. À moins de changer radicalement de mode de vie, d'interrompre un processus de désagrégation sans fin.

Sérotonine, comme les livres qui l'ont précédé, ne consiste pas seulement dans la description de l'intimité morale et physique de ses personnages. Le roman nous introduit dans le monde réel, celui d'aujourd'hui, ce qui lui confère une dimension balzacienne transposée. Disons même qu'il se réfère à notre actualité la plus brûlante. C'est une habitude chez lui : il semble précéder l'événement, non pas tellement à la manière d'un prophète qu'à celle d'un capteur d'époque. C'est

à-dire quelqu'un qui saisit tout du climat du moment et des facteurs qui le déterminent. Il a pu ainsi sentir à l'avance l'expansion du terrorisme, le changement de civilisation que supposait l'introduction de l'islam dans nos pays d'Occident. Cette fois, nous sommes presque à la veille de l'explosion de la révolte des Gilets jaunes. On peut toujours pinailler, en établissant une différence entre la révolte paysanne que le romancier nous décrit en Normandie et celle qui concerne la France périphérique. Mais le processus est identique, les causes sont les mêmes. C'est bien la mondialisation libérale qui produit la paupérisation de couches entières de la population, et la politique bruxelloise y est pour beaucoup.



Là encore, on a voulu en remonter à Houellebecq. Un hebdomadaire a cru bon de vérifier les informations bruxelloises de l'auteur pour le confondre. Il est possible qu'il ait brodé sur un point ou sur un autre, mais le tableau général est d'une véracité totale. Un autre hebdomadaire est allé enquêter en Normandie, et son reportage recoupe entièrement le récit houellebecquien. Il ne faut pas oublier que le romancier est lui-même ingénieur agronome et qu'il parle en connaissance de cause. L'idéologie bruxelloise, il la connaît par cœur : « Repensant à mon passé professionnel, à mes années de vie professionnelle, je me rendais compte que j'avais été confronté, en effet, à de bien étranges superstitions de caste. Mes interlocuteurs ne se battaient pas pour leurs intérêts, ni même pour les intérêts qu'ils étaient supposés défendre, c'aurait été une erreur de le croire : ils se battaient pour des idées ; pendant des années j'avais été confronté à des gens qui étaient prêts à mourir pour la liberté du commerce. »

Avec l'agriculture normande à l'agonie, on ne peut concevoir qu'un débouché tragique à une situation sans issue. Là encore, la description que fait le romancier de l'affrontement entre les éleveurs normands et les CRS sur un bout d'autoroute est d'un réalisme qui fait trembler lorsqu'on songe à la façon dont il pourrait se reproduire dans les semaines qui viennent. Nos gouvernants feraient bien de lire Houellebecq, toutes affaires cessantes, pour comprendre qu'ils ne sortiront pas impunément de leur immobilisme idéologique. Il ne faudrait pas qu'ils se trompent sur le fatalisme du romancier, c'est d'abord un remarquable analyste politique, et même économique, ainsi que l'avait démontré le regretté Bernard Maris. C'est aussi, paradoxalement, une sorte de bernanosien qui scrute les ravages du mal *sous le soleil de Satan*. Et le mal reste le mal, il doit être vaincu.

Gérard LECLERC

Michel Houellebecq, *Sérotonine*, Flammarion.

La petite gauloise

Dans la vie, il y a deux types de romans : ceux que l'on se force à lire jusqu'au bout et ceux que l'on ne peut s'empêcher de lire d'une traite.

Si les déjections intimistes et les divagations soporifiques de prétendus écrivains encensés par les sacs à pub « de référence » tels que [censuré...], font assurément partie de la première catégorie, ce n'est le cas de ce que publie Jérôme Leroy. C'est tellement vrai que l'on ne saurait d'ailleurs trop vous recommander, si vous envisagez d'« attaquer » l'un de ses romans, de bien prévoir votre coup, c'est-à-dire d'avoir devant vous plusieurs heures à lui consacrer. En effet, une fois tombé entre les griffes de Jérôme Leroy, plus rien n'aura d'importance à vos yeux, pas même les « notifications » de cette prothèse de cerveau électronique que vous trimballez partout.

Il faut dire que, niveau intrigue, Jérôme Leroy sait s'y prendre pour vous embarquer. Qu'il s'agisse du *Bloc*, de *L'ange gardien* ou de sa dernière pépite en date, *La petite gauloise*, ce que raconte Jérôme Leroy ne sont pas seulement des histoires, mais des épopées.

Ceci étant, si vous deviez avoir une raison d'acquiescer et de dévorer son dernier roman, ce serait certainement la suivante : le style – à la fois sarcastique, vachard, nerveux et poétique – avec lequel Jérôme Leroy ciselle ses phrases. A notre connaissance, il n'y en a pas deux comme celui-là. Et parce qu'il est en ce sens unique, ses polars sont autre chose que des bons polars : de la littérature. Des moments où l'absolue laideur d'un réel qui, modelé par ce que Guy Debord appellerait le « Spectacle », nous est dévoilée. Des moments où le nihilisme de notre ère de rien est disséqué avec tant de brio que, c'est d'ailleurs tout le paradoxe, on se sent à la fois compris et rasséréiné. Presque bien. Enfin.

Pourquoi ? Peut-être parce qu'un homme, enfin, a su mettre les mots sur une impression tenace : celle que la plupart d'entre nous éprouvons, que quelque chose, décidément, ne tourne pas rond « en ce bas monde ».

Vous ne voyez pas de quoi on parle ? Lisez donc l'histoire de Stacy Billon, cette « petite gauloise » dont Jérôme Leroy a si joliment narré la (courte) vie dans son roman éponyme. Vous comprendrez.

Samuel BON

Jérôme LEROY, *La petite gauloise*, La manufacture des livres, 2018.

Querelles d'africanistes

« Que la République était belle sous l'Empire » : que l'anticolonialisme était beau au temps des Colonies.

Tout commence à s'effriter à partir de la décolonisation. Au-delà du « post-colonialisme », on en viendrait aujourd'hui à une pensée « décoloniale ». « Décoloniser » l'histoire, la philosophie, la pensée en général, l'art, revient à déconstruire l'Occident. Renouer avec l'histoire pré-coloniale, la « pensée sauvage », les arts dits premiers, quand le post-colonialisme n'était trop souvent qu'un racisme à rebours. La nuance est importante car elle oppose des collègues, souvent des « camarades », autrefois unis contre le pouvoir colonial ou le paternalisme des décolonisations ratées. La césure, si l'on peut dire, remonterait plus loin à la rupture entre Césaire et le Parti communiste en 1956. Aimé Césaire se rend compte alors que le marxisme – et l'hégélianisme qui le sous-tend – sont de faux universels. Il fonde alors le mouvement de la négritude. Jean-Loup Amselle, anthropologue, tient bon pour une lecture marxiste, la classe l'emportant sur la race, la couleur de peau ou d'une manière générale l'identité, le particulier.

Son interlocuteur, Souleymane Bachir Diagne, refuse d'être la caricature afrocentriste et communautariste qu'Amselle aimerait pourfendre. Diagne, philosophe de l'islam, se réclame d'un universel selon lui plus authentique que l'universalisme prôné par les vieux républicains, d'une humanité plus humaniste que celle des laïques avérés. La démarche de Diagne le fait s'insinuer dans l'entre-deux, dans le dialogue des cultures, dans la traduction des langues, à l'intérieur même du continent africain. Ainsi pour lui n'y a-t-il qu'une Afrique, certes en devenir, là où Amselle et ses pairs avaient montré que c'est la colonisation qui avait créé ou figé les ethnies pour le contrôle des territoires et des populations. Et pourtant en enlevant les ethnies, Amselle ne dévoile pas une Afrique mais une économie-monde. Pour lui, il n'existe pas d'Afrique pas plus qu'il n'existe d'Europe. En voulant retenir le concept d'Afrique, Diagne s'assimilerait à une pensée propre à la diaspora, notamment afro-américaine (où il a désormais refait sa vie avec sa famille), qui a un « désir d'Afrique », une utopie selon Amselle.

Bref, ce livre écrit à deux mains est largement un dialogue de sourds mais qui circonscrit avec une admirable précision et une combativité non feinte les deux thèses en présence. Il éclaire la crise profonde non seulement des études africaines mais des relations entre Europe et Afrique comme le montre encore la question du patrimoine africain. Une approche indépendante ou objective, non biaisée ni dans un sens ni dans l'autre, est-elle possible ? Une nouvelle génération de chercheurs s'y essaie hors des écoles et des spécialités.

YLM

Souleymane Bachir Diagne, Jean-Loup Amselle, *En quête d'Afrique (s). Universalisme et pensée décoloniale*, Albin Michel.

Collectif national pour la souveraineté et la justice sociale

À la suite de l'appel lancé par La Sociale, 150 personnes de diverses tendances et appartenant à différentes organisations se sont réunies le samedi 12 janvier dans une salle du 11^{ème} arrondissement pour une réunion-débat. Pendant quatre heures, plus d'une vingtaine d'intervenants, dont Bertrand Renouvin, sont montés à la tribune pour faire part de leurs analyses et de leurs engagements. Plusieurs points d'accord se sont rapidement dégagés : refus de s'inscrire dans le clivage droite-gauche, soutien actif à la révolte des Gilets jaunes, nécessité impérieuse de défendre la souveraineté nationale qui est la condition première de la démocratie et de la justice sociale.



Un appel contre la répression, pour la défense des libertés publiques et des droits démocratiques a été voté à la quasi-unanimité des participants et sera proposé à la signature des citoyens.

Un appel pour la défense de la souveraineté nationale a été adopté à une très large majorité et sera également proposé à la signature des citoyens. Il se conclut en ces termes : « Forts de nos différences, forts

de nos expériences, sans renier en rien nos spécificités, nous décidons tous ensemble, simples citoyens, inorganisés ou militants, de faire prévaloir l'intérêt général en nous rassemblant dans un Collectif national pour la souveraineté et la justice sociale, dont une des premières tâches sera de soutenir partout où nous le pourrions les efforts de représentation du peuple par le peuple pour le peuple, les assemblées démocratiques, leur coordination, l'établissement de cahiers de doléances permettant l'établissement des revendications sociales, égalitaires et écologiques.»

MERCREDIS DE LA NAR

Le 16 janvier, François Delpla présente son livre *Hitler et Pétain*.

Le 23 janvier Denis Collin présente son livre *Après la gauche*.

Messe du 21 janvier

A Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le lundi 21 janvier à midi en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, 2, place du Louvre. Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR.

Les rédacteurs de *Royaliste*

et les responsables de la NAR

vous invitent à venir trinquer avec eux
au **POT DE NOUVELAN**

le SAMEDI 19 JANVIER à partir de
17h et jusqu'à 20h00 dans les locaux de
la NAR 38, rue Sibuet, Paris 12^e
(métro : Picpus).

À 18h00 : on tirera les rois

À 18h30 : allocution du rédacteur en chef
Marc Sévrien

Congrès

Le 38^{ème} Congrès de la Nouvelle Action royaliste se tiendra à Paris les 30 et 31 mars.

Début des travaux le samedi à 9h30. Fin des travaux le dimanche à 16h30.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'exigence démocratique

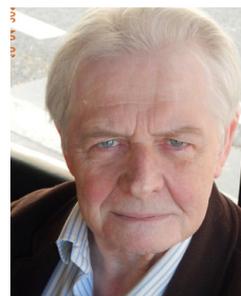
L'enquête du Cevipof et d'OpinionWay publiée dans *Le Figaro* du 10 janvier vient souligner un constat devenu banal : le rejet massif du « président de la République actuel », du « Premier ministre actuel », des élus nationaux, des syndicats et surtout des partis politiques. « Un tsunami de défiance contre les élites et les institutions politiques » titre abusivement *Le Figaro* : toutes les élites ne sont pas récusées puisqu'un large crédit est accordé aux maires et nous ne savons pas ce que les Français pensent des institutions puisque la question ne leur a pas été posée. Même si une autre enquête pointait un rejet des institutions de la Vème République, nous aurions à développer inlassablement l'analyse que je vais résumer ici de manière schématique.

L'exigence démocratique qui s'exprime violemment dans notre pays ne peut être satisfaite par la seule procédure du référendum d'initiative citoyenne, d'autant plus plébiscitée qu'elle n'est en rien précisée. La démocratie doit s'instituer, faute de pouvoir être « directe » dans la fusion des représentants et des représentés. Pour être légitimes, les institutions doivent reposer sur un socle de principes. Le premier est celui de la République qui impose de gouverner selon l'intérêt général dans le respect de la justice et de la liberté.

Le principe républicain ne dit rien sur la forme des institutions qui sont conçues et mises en œuvre comme un système de médiations – de relations entre le peuple et le pouvoir, entre les pouvoirs publics et la nation, entre les collectivités locales et la collectivité nationale, entre notre collectivité nationale et les autres nations et plus généralement encore entre la nation et l'universel. Ce système de médiations fonctionne correctement quand la violence, qui ne cesse de circuler dans les sociétés, se dissout dans la recherche dialoguée du bien commun et du bien vivre pour chacun.

Depuis la Révolution française, ce système de médiations s'est relié, de manière progressive et toujours difficilement, aux principes de souveraineté populaire, de souveraineté nationale et de souveraineté de la nation. Après les nombreux échecs dont notre histoire constitutionnelle est jalonnée, la Vème République gaullienne a réussi à rétablir l'autorité de l'Etat dans le cadre d'un régime parlementaire

démocratisé par le recours fréquent au référendum. Le système des partis politiques, transformé au fil des évolutions de la société française, et les confédérations syndicales, non moins évolutives, participaient au système général des médiations en y apportant la conflictualité nécessaire.



La Nouvelle Action royaliste a publié sa propre critique des institutions gaulliennes dans un esprit constructif puis elle a résolument dénoncé toutes les décisions qui ont conduit à l'installation d'une gouvernance oligarchique : le quinquennat, le passage à l'euro qui est une technique de gestion autoritaire et le déni de démocratie après le référendum de 2005.

Comme l'explique Jérôme Sainte-Marie (1) le « bloc élitare » a parachevé son unité avec le candidat Macron qui, une fois élu, a déployé la panoplie des « réformes » ultralibérales qui ont déclenché la révolte des Gilets jaunes. Face à l'oligarchie, un bloc populaire est en train de se constituer. Dans la lutte des classes qui va s'intensifier et selon l'exigence démocratique qui s'affirme, il importe de ne pas confondre la captation du pouvoir par une caste au service d'intérêts privés et les institutions de la Vème République qui sont à rétablir.

Dans son texte, sans cesse violé, notre Constitution affirme le principe de l'arbitrage et l'impératif de l'indépendance nationale ; elle organise le fonctionnement d'un régime parlementaire que l'on peut utilement réformer – par exemple en faisant élire les sénateurs à la proportionnelle intégrale – et par le recours régulier au référendum. Une nouvelle majorité parlementaire pourrait voter toutes les mesures nécessaires à la participation des citoyens aux orientations économiques et à la conduite des entreprises. La participation à la vie politique ne pouvant exister sans partis, les formations décomposées ou en voie de décomposition vont faire place à de nouvelles organisations qui auront à proposer de nouveaux choix aux Français – comme le firent la SFIO en 1905, l'UNR en 1958, le Parti socialiste en 1973... La Nouvelle Action royaliste participera à cette reconstruction.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir sur Youtube sa conférence aux Mercredis de la NAR.